

CHAPITRE XXI.—FINANCES PUBLIQUES.

Cette étude des finances publiques comprend une revue des finances fédérales, provinciales et municipales, avec de nombreux tableaux, et se termine avec une brève analyse de la richesse nationale et du revenu national du Canada, bases de toutes les finances publiques.

Depuis quelques années, la question financière s'est posée avec plus de force à l'attention du public, les lourdes taxes imposées pour répondre aux besoins croissants de l'administration nationale, régionale et locale ne permettant plus d'y rester indifférent. Lorsque l'on considère le grossissement de nos budgets, on ne doit pas perdre de vue deux faits essentiels, à savoir: (1) que la population de notre pays s'accroît d'une manière assez rapide—22 p.c. entre 1911 et 1921 et 18·04 p.c. entre 1921 et 1931—et (2) qu'une somme de \$1.40 en 1931 ne vaut guère plus que ne valait \$1 en 1913. Comme la plupart des Canadiens sont des producteurs, ce dernier phénomène produit l'inflation des revenus des contribuables, augmentant ainsi leur capacité de taxation. De plus, il y a expansion évidente dans les activités gouvernementales.

L'énorme augmentation du budget fédéral depuis 1913 est due évidemment à la guerre et à ses suites: fardeau de l'intérêt, des pensions, du rétablissement des soldats, etc. Les dépenses des provinces et des municipalités ont aussi augmenté par suite de la hausse des prix et des taux de l'intérêt. Ainsi, dans leurs exercices terminés en 1930, les dépenses ordinaires des neuf gouvernements provinciaux s'élèvent à \$185,108,139, comparativement à \$53,826,219 en 1916, seulement quatorze années avant, une augmentation de près de 244 p.c. (Le service de la dette des gouvernements provinciaux a monté de \$7,817,844 en 1916 à \$41,207,090 en 1929.)—De même, entre 1913 et 1930, les taxes municipales en Ontario ont augmenté de \$34,231,214 à \$122,730,972, une augmentation de 258·5 p.c. Les recettes ordinaires des municipalités du Québec, ont augmenté de \$20,771,300 en 1914 à \$63,637,511 en 1930, une augmentation de 206·4 p.c. Au Manitoba, les taxes municipales ont avancé de \$9,922,537 en 1912 à \$19,322,697 en 1930, une augmentation de 94·7 p.c. En Saskatchewan, le grand total des impôts municipaux était de \$13,358,627 en 1914 et de \$29,609,893 en 1930. En Alberta, les budgets municipaux s'élevaient à \$9,791,846 en 1914 et à \$13,886,677 en 1929. En Colombie Britannique, les taxes municipales formaient une somme de \$8,698,820 en 1914 et de \$17,748,816 en 1930. Et dans l'extrême Est, les recettes des municipalités de la Nouvelle-Ecosse étaient de \$6,472,561 en 1930, comparativement à \$3,389,625 en 1919, une augmentation de 91 p.c. en onze ans. Les sept provinces entrant dans ces statistiques se partageaient en 1931 environ 95 p.c. de la population du Canada.

Section 1.—Finances fédérales.¹

Esquisse historique.—Sous le régime français puis au début de l'administration anglaise, les revenus territoriaux ou casuels du Canada, consistant en certains droits seigneuriaux, et le produit de la vente des terres et du bois des forêts domaniales, étaient réservés à la Couronne, le droit d'imposer des taxes et de réglementer le commerce de la colonie appartenant théoriquement au parlement britannique après 1763.

¹ Les données de cette section ont été puisées dans les Comptes Publics, sauf la partie traitant des récentes modifications à la taxation et à la taxe de guerre sur le revenu, qui a été révisée par le ministère du Revenu National.